

CGT-Services Publics

Poitiers

24 Novembre 2015

Mes chères, chers camarades,

C'est un plaisir pour moi de vous apporter le salut solidaire de la Fédération syndicale Européenne des Services publics (FSESP) et aussi de notre Internationale des Services publics à votre travail.

La FSESP est une plateforme pour les syndicats des services publics en Europe faire leurs échanges et parler sur leurs expériences. Mais c'est plus que ça. Nous essayons d'influencer les décisions des gouvernements, des employeurs et des institutions Européennes. Décisions qui ont un effet pour les travailleurs/travailleuses, pour notre famille et pour les communautés dans lesquelles nous vivons. Nous nous mobilisons pour actions et pour changer.... Nous faisons ça avec plus de 260 syndicats dans tous les pays de l'Europe (aussi d'Ukraine, de Russie etc...) Nous faisons ça avec les syndicats des secteurs des administrations publiques, des territoriaux, sapeurs-pompiers, les énergies, l'eau, les déchets, des santés et des services sociaux et plus.

Comme vous écoutez mon langage maternel n'est pas le français. J'ai ça en commun avec beaucoup de vous et de vos membres, avec beaucoup de gens en France. Toujours bienvenue dans les syndicats, dans la CGT aussi.

Chers amis, chers camarades.

Votre Congrès se tient dans un contexte aussi difficile et triste, 10-11 jours après l'horreur de Paris.

La FSESP condamne tous les actes de terreur. En Ankara où une démonstration de paix organisée par nos affiliés de Confédération Turques de DISK et de KESK a vu plusieurs militants syndicaux être tués, ou en Tunisie, ou Beyrouth, l'avion Russe dans le Sinaï, les attaques au Mali et Nigeria.... J'ai la confiance de parler pour tous les affiliés quand je dis que nos pensées sont avec les victimes, leurs familles et leurs amis ainsi que vous, les syndicalistes et le peuple français qui subissez ce cauchemar. Un attentat contre le peuple français est un attentat contre le peuple d'Europe. Et dans Bruxelles où il y a les bureaux de FSESP c'est très clair aussi avec les écoles, les stations de métros fermées par exemple. Notre sentiment est ça : nous sommes dans cette situation tragique ensemble. C'est notre maison Europe, notre humanité qui est attaquée...

Le Comité restreint de l'ISP a adopté une résolution contre le terrorisme la semaine passée. Dans cette position l'ISP dit Il n'y a pas de justice sans paix, comme tout la paix ne pourra pas régner sans paix. Nous devons unir nos forces et affirmer notre détermination de trouver les solutions pacifique aux conflits. C'est bâtir un monde de paix, de tolérance et de justice, qui conduise à un avenir meilleur pour tous.

Dans ces évènements tragiques, les travailleurs et les travailleuses des Services publics doivent faire face à l'horreur et aux suites de la terreur. Le personnel médical, comme les infirmiers et les médecins, les ambulanciers, les policiers, les pompiers et beaucoup d'autres qui fournissent la sécurité et les premiers secours et qui travaillent toutes les heures pour sauver les vies, donner de l'abri et de la protection. Les travailleurs des services publics sont au cœur de nos sociétés et nous rappelons ça dans ces moments difficiles et situations d'urgence.

La FSESP, les syndicats des Services publics et le mouvement syndical européen sont avec vous. Nous nous opposerons à ceux qui cherchent à diviser nos sociétés, à diviser les travailleurs, nos familles et nos

communautés. Nous nous solidarisons avec vous, avec votre lutte pour la solidarité, la liberté et la démocratie.

Chers collègues.

Dans ce contexte quelques mots sur notre priorité en commun en Europe. Sur trois points

- Sur notre combat contre l'Austérité
- Sur notre position concernant les traités de libre-échanges commerciaux
- Concernant la fraude fiscale

Et concernant la prochaine étape pour les syndicats.

## Austérité

L'austérité, nous le savons, ne fonctionne pas. Nous en avons assez de ce dogmatisme économique.

L'austérité étouffe tout potentiel de développement durable, de relance économique et l'emploi ; cette politique détruit les services publics. Des milliers et des milliers de personnes se retrouvent sans travail, menacées par la pauvreté (environ un sur 5 Européen sont dans le risque de tomber dans la pauvreté), sans aucune perspective pour une vie décente. La politique d'austérité met en péril nos systèmes démocratiques. Nous avons vu en juin et juillet dernier, l'imposition des plus de l'austérité sur les Grecs. Avec de nouvelles réformes pour la marche de travail, nouvelles attaques contre le système de pensions, nouvelles attaques contre le droit de grève... 12 novembre grève générale.... Nos collègues Grecs continuent de se battre pour les solutions justes.

Au-delà des conséquences néfastes pour l'emploi, cette mesure constitue une atteinte intolérable aux fondements de la démocratie. Un quart de valeur des économies est détruit, 50% des jeunes sans emploi. 23 % des gens en général sans emploi. Croissance de pauvreté, des maladies etc.

Exemples concrets. Mission, gardiens des enfants.

Depuis 2009, nous avons axé nos campagnes sur la dénonciation des mesures d'austérité. Nous n'avons pas cessé de rappeler les causes de la crise, au départ financière, mais dont le prix continu d'être payé par les salariés et les chômeurs.

Nous demandons une politique européenne sociale, économique et fiscale, en impliquant de manière sérieuse les partenaires sociaux et les parlements. Face aux suppressions d'emplois et de réductions des salaires du secteur public dans un grand nombre de pays européens, nous demandons l'introduction ou la réintroduction du droit au dialogue social et à la négociation collective.

Et nous ne sommes pas seuls à faire ce constat et à présenter cette revendication. Dans un rapport sur l'impact de la crise dans le secteur public 2012, le BIT condamne lui aussi l'absence de dialogue social dans le secteur public. « Les questions d'égalité, de dialogue social, de perspectives d'emploi, de conditions de travail et celles de la qualité et de l'efficacité des services publics méritent plus d'attention. Ce n'est que dans ces conditions que les services publics en Europe pourront continuer d'être une importante source de cohésion sociale et de croissance économique ».

Par cette politique d'austérité sont aussi les réformes structurelles et spécialement dans la zone EURO et les attaques contre les droits syndicaux. Pourquoi ? Par de la politique d'austérité pour les pays de EURO zone est une demande pour les pays en crise, une dévaluation interne, une dévaluation des salaires. Plus de flexibilité de marche de travail, plus de souplesse...Et qui défend les salaires ?

C'est un scandale absolument révoltant, alors que le nombre de milliardaires ne cesse de croître, alors que le nombre de parachutes dorés pour les dirigeants de banques et de sociétés continue d'augmenter !

Nous déplorons le chômage des jeunes alors que dans le même temps, nous constatons une pénurie de personnel dans les soins de santé, les services sociaux, les services des impôts et l'inspection du travail.

Nous constatons le vieillissement du personnel dans les services de l'éducation au moment où nous avons besoin d'investissement dans la formation des jeunes.

Nous avons les alternatives.

Ensemble, avec la CES nous rappelons nos exigences pour :

- Un plan de relance économique.
- Des investissements dans les infrastructures et les services publics.
- Des normes sociales.
- Un dialogue social fort au niveau européen et au niveau national.
- Des mesures pour arrêter le dumping social et la dérégulation du marché du travail.
- Une fin de dumping fiscale et stop aux mécanismes d'évasion fiscale pour les entreprises.
- Et enfin, l'abandon de la politique d'austérité, car il y a urgence sociale, il y a urgence pour des politiques alternatives pour l'UE.

Des mobilisations, nous en aurons besoin. Il est sûr que nous en aurons besoin encore et toujours tant au niveau national qu'au niveau européen ! EPSU se mobilise contre les accords de commerce TISA, TTIP, CETA (AECG).

Manque de transparence des négociations.

Négociations sur des champs beaucoup plus large que strictement commerciaux (capacité de réguler).

Inclusion de l'ISDS – (Règlement des différends investisseurs-États).

Liste négative pour les services à libéraliser.

Nivellement par le bas des standards de régulation.

Chapitre sur les droits sociaux et environnementaux non contraignant.

Ensemble problèmes pour la démocratie au niveau local et régional

La FSESP et la CES ne peuvent accepter que l'AECG :

Inclut les Services publics. L'AECG repose sur une approche de « liste négative » pour les engagements en matière de libéralisation, ce qui signifie que tout est inclus, sauf exclusion explicite.

Comprend des dispositions sur le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Ces dispositions privatisent le système judiciaire et placent les entreprises au-dessus de la loi.

Contient un chapitre très faible sur le travail. L'accord ne comprend qu'une seule référence indirecte au fait que le Canada devrait à terme signer l'ensemble des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Autre sujet d'actualité : celui de la fiscalité. La FSESP s'investit fortement dans la campagne pour une taxe sur les transactions financières. Nous avons gagné une première étape importante avec l'engagement de 11 pays pour l'introduction de cette taxe, y compris la France. Nous réclamons cette taxe sur le plan européen et mondial qui permettra, entre autres, de lutter contre la spéculation financière et de générer des recettes substantielles qui devraient financer les services publics.

Nous nous engageons également pour une politique fiscale progressive et juste. « Où sont passés les 1000 milliards d'euros en Europe ? C'est la question que nous posons aux politiciens. Nous savons que ce sont les spécialistes de l'évasion fiscale, Starbucks, Google, Arcelor Mittal, Ryan Air et plein d'autres, qui détournent l'argent par toutes sortes de manœuvres quasi-légales ou carrément illégales. En lançant cette campagne, nous nous basons sur le travail déjà mené par nos affiliés à travers l'Europe. Nous avons fait un report important sur McDonalds. Et notre pression résulte dans les investigations dans le Parlement Européen, dans la Commission Européenne et en France contre McDonalds.

Nous comptons sur votre soutien également pour relayer cette campagne. Il ne suffit pas que les gouvernements affirment leur volonté de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales. Ils doivent aussi mettre des ressources à disposition. Nous avons publié un rapport sur l'impact de l'austérité sur l'emploi dans les administrations fiscales. Ce rapport révèle comment le nombre de postes au sein des administrations fiscales a été réduit au sein de l'UE au cours des quatre dernières années, avec 50 000 emplois perdus et des suppressions de postes supplémentaires à venir. La politique d'austérité dans le secteur des administrations fiscales contribue à la perte de recettes pour les caisses de l'État. L'austérité devient donc un instrument au service de tous les fraudeurs fiscaux. Notre campagne vient à point nommé. Beaucoup de citoyens ressentent cette injustice fiscale et soutiennent notre démarche.

Autre action d'importance : la campagne sur l'eau et l'assainissement. La FSESP est la 1<sup>ière</sup> organisation syndicale à avoir lancé une initiative citoyenne européenne. Nous voulons que la Commission Européenne reconnaisse l'accès à l'eau comme un droit humain et nous voulons également que la fourniture de l'eau soit considérée comme un service public essentiel. Notre campagne a vu un succès fulgurant. Nous avons pu recueillir plus de 1,9 millions de signatures,

Chers Camarades.

Un défi est de construire notre force. Sur la place de travail, dans les secteurs/ branches, dans les pays et au niveau européen et mondial. Dans plusieurs pays les syndicats continuent de perdre les adhérents. Ça nous faiblit. Il y a un impact sur les ressources, sur le pouvoir des syndicats. Sur la voix des salariés. C'est pourquoi la syndicalisation a pris une place importante dans les débats dans la Fédération. C'est clair, ce n'est pas moi ni notre personnel de FSESP qui syndicalise. Ça c'est vous... Au niveau Européen nous faisons des échanges d'expérience, des efforts communs.

Et cela va ensemble.

Nous réaffirmons notre engagement pour une autre Europe, une Europe sociale, avec un mouvement syndical européen fort. Soyons clairs, cela ne sera pas facile. Les enjeux sont énormes et la tendance à rejeter le projet européen complètement risque de se renforcer, sous différentes formes de nationalismes d'extrême droite. Nous sommes confrontés à une attaque concertée antisociale et antisyndicale. C'est pourquoi nous devons travailler pour obtenir un maximum d'unité syndicale dans les secteurs, entre différents syndicats et à tous les niveaux, pour davantage de cohésion interne et de volonté d'action commune au sein de la FSESP. Oui chers camarades, nous avons besoin de plus de l'Europe, plus de combat commun, plus de compréhension que nous sommes ensemble dans l'Europe et dans le monde.

Continuons à nous battre, pour une société plus équitable, une meilleure distribution des richesses, pour des services publics de qualité, pour une FSESP forte.

Merci de votre attention !

Viva

Viva la CGT-Services Publics

Viva la Fédération FSESP et ISP